



Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Journal of medieval and humanistic studies

23 | 2012

Pour une poétique de l'exemplum courtois

L'effectivité de la législation sur le théâtre

Le Parlement de Paris a-t-il interdit les mystères (en 1548) ?

Jelle Koopmans



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/crm/12821>

DOI : 10.4000/crm.12821

ISSN : 2273-0893

Éditeur

Classiques Garnier

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2012

Pagination : 141-150

ISSN : 2115-6360

Référence électronique

Jelle Koopmans, « L'effectivité de la législation sur le théâtre », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* [En ligne], 23 | 2012, mis en ligne le 30 juin 2015, consulté le 15 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/crm/12821> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/crm.12821>

© Cahiers de recherches médiévales et humanistes



L'effectivité de la législation sur le théâtre : le Parlement de Paris a-t-il interdit les mystères (en 1548) ?

Abstract : Did the Parlement de Paris really put an end to the performance of mystery plays in France in 1548 ? Was its famous arrêt, at the request of the actors, really effective? Throughout the sixteenth century, the question of the staging of biblical subject matter remained high on the agenda. Provincial regulations did not necessarily follow those of Paris, and certainly not straightaway. Even in Paris, the precise status of the famous arrêt is not totally clear, as the question continued to be debated all through the sixteenth century.

Résumé : Le Parlement de Paris a-t-il effectivement interdit les représentations de mystères en 1548 ? Son arrêt, à la requête des acteurs, a-t-il été effectif ? Tout au long du XVI^e siècle, la question de la matière biblique reste à l'ordre du jour. La législation « provinciale » n'a pas nécessairement suivi Paris, et pas tout de suite. Et même à Paris, le statut exact du fameux arrêt n'est pas tout à fait clair, car la question continua à être débattue tout le long du XVI^e siècle.

Quand on essaie de cerner de plus près l'apport possible des documents juridiques à l'histoire du théâtre, on constate vite que, là où les historiens du théâtre en parlent, ils le font avec une naïveté assez étonnante. Sans véritable tentative de comprendre le statut des documents, leur place dans une procédure plus large, ils ont tendance à citer pêle-mêle tout ce qui paraît avoir un certain rapport au théâtre – et l'on croit qu'il y a là une véritable documentation à trouver. En cela, les historiens modernes du théâtre médiéval suivent bien, parfois sans avoir sa vue d'ensemble ni son érudition, la piste dressée par Petit de Julleville, d'abord dans son ouvrage *Les mystères*, et ensuite dans son *Répertoire du théâtre comique* – des ouvrages que l'on consultera encore aujourd'hui avec profit puisque leur dépouillement par les savants modernes n'a été que fort partiel – et partiel sans doute¹. Il y a naturellement des apories de méthode, par exemple quand il faut se poser la question de savoir jusqu'à quel degré une interdiction de représenter une pièce constitue un document sur le théâtre (la représentation n'a-t-elle pas justement été interdite ?). En même temps, il ne suffit pas d'avoir trouvé l'interdiction, car parfois, malgré l'interdiction, la pièce a effectivement été jouée – et parfois, malgré la permission, une pièce n'a pas été jouée. Tout se passe comme si, parfois, l'existence d'un texte conservé était le meilleur argument pour conclure à une représentation effective (mais peut-on le croire ?). Rien n'est donc tout à fait simple. Il faut ajouter aussitôt qu'une compréhension du désordre dans le contrôle de l'espace public – qui est responsable : le roi ? Ses conseillers ? Le parlement ? La ville ? L'université (donc :

¹ L. Petit de Julleville, *Histoire du théâtre français : les mystères*, Paris, Hachette, 1880 ; *id.*, *Répertoire du théâtre comique en France au Moyen Âge*, Paris, L. Cerf, 1886. Genève, Slatkine, 1967.

droit canon) ? – doit présider à toute étude de document, car tout document juridique émane d'un certain pouvoir qui ne peut être compris que dans le cadre de ce qui lui appartenait, voire de ce à quoi il aspirait.

Ainsi, en 1518, à Lyon, le prince de la Basoche, Pierre Molaris, et les imprimeurs, ont la permission du courrier de la ville de jouer le mystère de la *Conception Notre Dame*, mais Molaris a oublié de passer par les échevins, et c'est sur l'appel de ceux-ci que le juge des ressorts casse la décision du courrier. Toutefois, le Consulat va bien permettre – sous surveillance – la représentation². En 1571, l'abbé de la Lune et ses compagnons – joueurs de tragédies, moralités et farces – ont beau avoir des lettres du roi leur permettant de jouer « dans toutes les villes, bourgs et villages du royaume », le conseil municipal d'Amiens veut toutefois éviter des séditions et leur interdit de jouer³. De telles « séries » nous mettent en garde contre une interprétation trop univoque de permissions ou d'interdictions conservées de manière isolée, car il risque toujours d'y avoir une série d'où il émane. On peut de la sorte arriver à compliquer toute documentation – et c'est une bonne et belle chose.

En effet, tout document a sa logique, et doit par conséquent être étudié dans cette logique, qui est sienne et qui lui appartient. Ainsi, pour ne donner que ce seul exemple, la fameuse interdiction de la Fête des Fous par la Faculté de théologie de Paris, du 12 mars 1445 (n.st.) ne décrit nullement une « réalité » de cette fête – encore que de nombreux historiens l'ont citée comme telle. Puisque le document vise à interdire ces « abus », il exagère peut-être, et il se doit de relever les éléments qui peuvent rappeler des titres de droit ou des articles de la loi. En outre, il n'est pas inutile non plus de constater que cette lettre a été sollicitée par les autorités ecclésiastiques de Troyes qui – voulant mettre un terme à certains abus dans leur diocèse, ont fait appel à l'autorité de la puissante Faculté de Théologie de Paris⁴. Cette lettre fait donc partie d'un échange, d'une série de documents – et il faudrait bien essayer de la comprendre dans son contexte et se poser la question de savoir en quoi il peut bien répondre à la demande adressée par les Troyens à la puissante Faculté de Paris plutôt que d'y lire une « description » d'une « réalité ».

Et cela vaut pour bien d'autres documents. Il est par exemple étonnant que la fameuse « interdiction de représenter des mystères » du Parlement de Paris en 1548 n'ait guère été interprétée dans la logique qui est sienne, ni dans la série de documents sur les mystères du Parlement de Paris – et de bien d'autres Parlements, car la portée de l'arrêt de 1548 n'est que limitée. En 2004, Graham Runnalls a publié un long article qui rassemble la documentation sur la Confrérie de la Passion

² C. Brouchoud, *Les origines du théâtre de Lyon*, Lyon, N. Scheuring, 1865, p. 17 (AM Lyon BB 37 fos. 178, 181, 182, 187, 190, 202).

³ H. Dusevel, « Les joueurs de farces à Amiens », *La Picardie*, 7, 1861, p. 3-11.

⁴ Le point de l'exagération et de la « réalité » de cette description a été admirablement traité par M. Harris dans son ouvrage *Sacred Folly. A New History of the Feast of Fools*, Cornell UP, 2011, p. 210-214. On se demande toutefois pourquoi il n'a pas commenté le second point, tout aussi important, c'est-à-dire la question de savoir comment et pourquoi le Parlement essaie de faire rentrer sa description dans la logique de la législation et donc, de souligner avant tout les éléments pour lesquels il existe l'outil juridique afin de les condamner.

jusqu'en 1548 (et légèrement au-delà)⁵, où l'on trouve avant tout une édition des textes, avec quelques notes. On y trouve notamment tentative de décrire le développement de la confrérie à partir des éléments lacunaires fournis par les documents – mais c'est une vue à partir de la perspective du Parlement. Dans le cas de l'arrêt de 1548, il est important de le noter, celui-ci agit sur la requête de la Confrérie : c'est bien la Confrérie elle-même qui sollicite l'autorisation. Ce que le présent article entend avant tout illustrer, c'est la marge assez large d'interprétation que permettent de tels documents et comment, placés dans une série de permissions et d'interdictions de différentes instances, ils posent la question centrale de l'effectivité de la législation ; en d'autres mots, très concrètement : le Parlement de Paris a-t-il interdit, en 1548, les mystères ? Est-ce vraiment « la definitiva proibizione dei misteri », comme a pu l'appeler Ubaldo Floris⁶ ? La réponse, le lecteur s'en sera douté, est que non. En 1971, Jacques Chocheyras cita la belle formule de Raymond Lebègue et qui date de 1929 (!) « personne ne croit plus que l'arrêt de 1548 ait tué les mystères » pour ajouter que « cette vérité » n'a cessé d'être escamotée⁷. Le parlement interdit de représenter désormais des mystères à sujet biblique ou à sujet hagiographique, ou, du moins, il le défend aux confrères de la Passion et ce à la suite d'une requête de ces confrères – et on a beau conférer à cet « évènement » une valeur symbolique, mais en même temps bien des questions s'imposent tout de suite.

La première question à méditer est bien celle de la portée de cette interdiction. Il s'agit d'une requête des Confrères de la Passion qui demandent une permission – et le parlement refuse de la leur donner. Par la suite, il y aura d'autres requêtes, des confrères et d'autres. Ensuite, on peut bien se poser la question de savoir jusqu'où a pu s'étendre la juridiction du Parlement de Paris – et ce sur le plan administratif (car il y a bien d'autres parlements, jaloux de sauvegarder leur autonomie) et sur le plan pratique. Aucune de ces deux questions n'est a priori très claire⁸. Tout au long du XVI^e siècle, le Parlement de Paris s'est vu confronté à la question des représentations théâtrales, mais il n'a jamais légiféré – il a tout au plus répondu à des requêtes – requêtes adressées surtout au Parlement par les Confrères de la Passion (exception faite pour l'affaire de 1577)⁹. Il faut y ajouter que l'interdiction ne porte que sur les mystères à sujet religieux (Ancien et Nouveau Testament, vies de saints...) et que des mystères à sujet profane sont explicitement permis. Un premier défi à relever pour l'historien du théâtre sera donc de

⁵ G. Runnalls, « La confrérie de la Passion et les mystères. Recueil de documents relatifs à l'histoire jusqu'au milieu du XVI^e siècle », *Romania*, 122, 2004, p. 135-202.

⁶ U. Floris, *Teorici, Teologi e Istrioni. Per e contro il teatro nella Francia del cinque-seicento*, Rome, Bulzoni, 2008, p. 144.

⁷ J. Chocheyras, *Le théâtre religieux en Savoie au XVI^e siècle, avec des fragments inédits*, Genève, Droz, 1971, p. xiii-xiv.

⁸ Runnalls commente en effet qu'il n'est nullement établi que l'arrêt ait été respecté ou mis en application ; Pierre Pasquier, pour sa part, suggère que l'interdiction « resta lettre morte, au moins partiellement », P. Pasquier, « L'Hôtel de Bourgogne et son évolution architecturale : éléments pour une synthèse », Ch. Mazouer (dir.), *Les lieux du spectacle dans l'Europe du XVII^e siècle. Actes du colloque de Bordeaux*, Tübingen, Narr Francke Attempto, 2006, p. 47-71.

⁹ Si le parlement ne légifère pas, le roi peut légiférer en réponse à des requêtes, et pas uniquement de son propre mouvement.

circonscrire avec quelque précision à quelle réalité peuvent bien faire allusion les membres du Parlement : existe-t-il une tradition de mystères profanes et, *secundo*, en a-t-on effectivement joué par la suite ? Cette question, pourtant essentielle, n'a jamais explicitement été mise sur le tapis¹⁰ – et même si le lecteur trouvera ci-dessous quelques indications, elle ne sera pas non plus traitée *in extenso* dans le cadre de cet article.

Essayons, dans un premier temps, de chercher la place que peut bien occuper le document de 1548 dans une série de permissions et d'interdictions. Dès 1378, Richard d'Angleterre, avait, précisément à la requête des joueurs de la cathédrale Saint-Paul, stipulé que d'autres « ne historias veteris et novi testamenti in scena agerent »¹¹ : en d'autres mots : le sujet de la matière sainte était programmé, mais il y avait une clause d'exclusivité. En 1398, en France, on veut qu'il y ait, pour toute représentation, une permission explicite du roi, du prévôt – on doit soumettre les textes aux autorités¹². Cette obligation fera et referra surface pendant plus de deux siècles – ce qui pose de sérieuses questions au sujet de son effectivité. En 1402, il y a, par lettres patentes, du roi, une confirmation du privilège de la Confrérie de la Passion, privilège confirmé en 1518¹³.

En 1519, il y a deux documents importants, car d'une part, en janvier, la Court mande les lieutenants civil et criminel de Paris, « ausquelz elle enjoint eulx informer de ceulx, que on dit, qui ont joué des jeuz et farces scandaleux où ils ont nommé plusieurs grans personnages par leurs noms, et, contre ceulx qu'ils trouvaissent coupables, procéder ainsi qu'il appartient par raison »¹⁴. À côté de cela, le Parlement stipule le

2 septembre 1519. Ce jour, à cause de l'inconvénient de peste qui est de présent en ceste ville et pour autres causes et consideracions, la Court a ordonné et ordonne que défenses seront faictes aux maistres de la Passion, à ceulx qui sont ordonnés pour jouer le mistere de ladicté Passion et tous autres qu'il appartiendra, de ne plus jouer ne faire jouer ledit mistere de la Passion, et ce sur peine de mil livres parisisis d'amende à applicquer au Roy et de prison¹⁵.

¹⁰ Runnalls constate sèchement qu'il s'agit d'un oxymore, puisque le mystère serait par définition une représentation sacrée. On peut avoir des doutes, si l'on prend en considération l'existence d'un *Mystère de Pierre de Provence*, conservé à Séville, J. Babelon, *La bibliothèque française de Fernand Colomb*, Paris, É Champion, 1913, p. xvii, 138, si l'on pense à Huon de Bordeaux, joué en 1557, si l'on pense à *Valentin et Ourson*, joué en plusieurs journées en 1607, si l'on songe aux mystères chevaleresques relevés par K. Lavéant, *Théâtre et culture dramatique d'expression francophone dans les villes des Pays-Bas méridionaux (XV^e-XVI^e siècles)*, thèse, Amsterdam 2007 (éd. commerciale : Orléans, Paradigme, 2010).

¹¹ Ch. H. Timperley, *A Dictionary of Printers and Printing : with the Progress of Literature*, Londres, Johnson, 1839 p. 75.

¹² Petit de Julleville, *Les mystères...*, *op. cit.*, p. 414-415.

¹³ J. Douhet, *Dictionnaire des mystères*, Paris, Migne, ateliers catholiques, 1854, c.636-640.

¹⁴ E. Boutaric, *Actes du Parlement de Paris, première série. De l'an 1254 à l'an 1328*, t. I, 1254-1399, Paris, Plon, 1863 p. LXXIII, 11.

¹⁵ *Ibid.*, p. LXXIV.

L'argument est donc la peste, une circonstance passagère – il s'agit d'une question de santé publique et non du théâtre en soi.

En 1539, le roi et sa cour assisteront à une représentation du *Sacrifice d'Abraham* – une partie du mystère du *Vieil Testament*. La même année, on joue la *Passion*. Barthélémy Puy s'empresse d'aller voir cette *Passion* à Paris à l'hôtel des Flandres¹⁶ : en Forez, on sait bien ce qui se produit à Paris. Cette représentation avait d'ailleurs été explicitement permise par le chapitre de Notre-Dame-de-Paris (18 août 1539) :

*Permittitur his qui egerunt misterium passionis Christi hoc requerentibus die crastina venire ad ecclesiam gratias deo et ejus genetrici Marie vergini acturi quod hujusmodi opus Parisius hoc anno feliciter compleverint; et ordinatum est quod servitium ecclesie propter hoc anticipatur.*¹⁷

Il est intéressant de noter qu'il s'agit, ici, d'une question de non pas permettre le jeu, mais de permettre de terminer le jeu – c'est un cas de figure que nous allons retrouver. Il s'agit également d'avancer le service divin – et c'est également une question qui se retrouve tout au long du XVI^e siècle. Également intéressant : le chapitre de Notre-Dame se mêle de l'affaire – à la requête des Confrères – et les chanoines de la cathédrale de Paris n'ont pas, à cette date, été identifiés comme « joueurs » dans la question des représentations religieuses. La portée de ce que fait le Parlement est limitée ; d'autres autorités se mêlent de la question de l'organisation de spectacles. On verra que le roi est, tout au long du XVI^e siècle, plutôt favorable aux représentations de l'histoire sainte. François II donnera, en 1559 encore, des lettres patentes aux confrères pour jouer la Passion et Résurrection – ou, plus précisément : « de faire et jouer quelque mystère que ce soit de la passion et résurrection de Notre Seigneur, ou autres quelconques, tant de saints comme de saintes que ils voudront eslire et mettre sus, toutes et quantes fois qu'il leur plaira »¹⁸, et Henri IV permettra encore, en 1597 – soit 50 ans après la fameuse « fin des mystères » – aux confrères de la Passion de jouer des mystères de l'Ancien et du Nouveau Testament, ce qui montre bien qu'une telle représentation était, en 1559 comme en 1597, pour le roi, encore pensable : toutefois, le Parlement, rappelant l'interdiction de 1548, interdit à nouveau les mystères à sujet sacré¹⁹. Ces documents ont leur importance au sens où ils montrent que vers la fin du XVI^e siècle une représentation de la Passion appartenait toujours bien aux possibilités ; le Parlement, toutefois, fait obstacle ou au moins limite les dégâts en ne permettant que les pièces profanes. Autant dire que Runnalls, dans son article de 2004, a présenté les choses

¹⁶ Livre des nouvelles fol. 25, cité par Cl. Longeon, *Une province française à la Renaissance. La vie intellectuelle en Forez au XVI^e siècle*, Saint-Étienne, Centre d'Études Foréziennes, 1975, p. 188.

¹⁷ AN LL 140. C. Wright, *Music and Ceremony at ND of Paris 500-1550*, CUP, p. 543 ; manque chez Runnalls.

¹⁸ É. La Barre Duparcq, *Histoire de François II, 1559-1560*, Paris, Ch. Tanera, 1867, p. 105 ; édition dans Jourdan, Decrusy, Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, Paris, Plon, 1821-1833, t. XIV/1, p. 29.

¹⁹ J. Douhet, *Dictionnaire des mystères (Nouvelle Encyclopédie Théologique, t. XLIV)*, Paris, Migne, 1854, c. 1355-1356.

d'une manière par trop simple : il y a une ligne de force, un arc de tension, qui va bien au-delà de certaines affirmations spéculatives qui ne concernent que l'année 1548. Il y a une longue durée – et il y a les documents qui nous permettent de la reconstruire – et il est important avant tout de considérer que 1548 n'est pas la fin d'une époque, d'une pratique, comme Runnalls semble bien le croire ou au moins comme il semble bien l'entériner. De toute manière, la Confrérie de Notre Dame de Liesse à Paris continuera jusqu'en 1550 à jouer les pièces religieuses de Jean Louvet.

Avant 1548, il y a déjà eu l'arrêt du Parlement au sujet du *Vieil Testament*. Les confrères avaient joué *Les Actes des Apôtres* – et éventuellement *l'Apocalypse* ; le procureur général délivre un long réquisitoire, assez technique, où nous apprenons par exemple qu'il n'y avait pas de permission du prévôt de Paris, que le lieutenant criminel l'avait refusée, qu'il faut attendre l'opinion du roi²⁰. En 1541 déjà, la Confrérie de la Passion, dans l'Hôtel des Flandres veut jouer l'Ancien Testament. Ici encore, la situation est compliquée au sens où le Parlement le défend, mais le roi donne des lettres-patentes qui autorisent cette représentation.

Sur lettres-patentes portans permission à Charles Le Royers et consorts, maistres et entrepreneurs du jeu et mystère de l'ancien Testament, faire jouer et représenter en l'année prochaine ledit jeu et mystère, suivant lesdites lettres leur a esté permis par la cour à la charge d'en user bien et dument sans y user d'aucunes fraudes, ni interposer choses prophanes, lascives ou ridicules; que pour l'entrée du théâtre ils ne prendront que deux solz de chascune personne, pour le louage de chascune loge durent ledict mystère que trente escus; n'y sera procédé qu'à jours de festes non solennelles; commenceront à (une) heure après midy, finiront à cinq, feront en sorte qu'il n'en suive scandalle ou tumulte; et à cause que le peuple sera distraict du service divin et que cela diminuera les aulmones, ils bailleront aux pauvres la somme de mil livres sauf à ordonner de plus grande somme.

Et le procureur a beau avoir fait son réquisitoire, le Parlement a beau avoir donné son Arrêt, il y a une petite complication. Antoine de Vendôme, de passage à Paris, veut une représentation extraordinaire du Vieil Testament, et, en quelque sorte, l'arrêt du Parlement lui interdit ce plaisir, mais le 13 juin 1542 :

Ce jourd'hui le duc de Vendosme est venu en la cour luy faire la révérence et s'est offert à luy faire tous les services à luy possibles et a esté remercié (ET HIC NOTA) qu'il est entré sans épée; et sur ce qu'il a requis qu'il fust permis aux maistres entrepreneurs du Mistere du Viel Testament jouer ce jourd'hui après disner, parce qu'il avoit desir voir le jeu et qu'il estoit pressé se retirer où il estoit envoyé par le roy; ladict cour a non seulement permis, mais ordonné en faveur dudict sieur duc auxdicts maistres entrepreneurs faire jouer cette après-dinée, et a esté enjoint à l'huyssier Delaulnay le faire sçavoir auxdicts maistres entrepreneurs.

²⁰ U. Floris, *Teorici, Teologi...*, op. cit., p. 157-165.

Véronique Dominguez considère l'arrêt de 1541 comme « un véritable réquisitoire »²¹ – en cela elle est victime de l'état d'édition des textes, car (par trop) souvent on cite le réquisitoire du procureur général (du 12 décembre 1541) comme arrêt : il s'agit de deux textes différents et l'arrêt du Parlement (du 25 janvier 1542, n. st.) n'a certes pas suivi dans le détail le réquisitoire éloquent et circonstancié, et rejette finalement la requête des pauvres de Paris défendue par le procureur général et il prend en compte les lettres patentes du roi²². Le Parlement fait bien la distinction entre les anciens maîtres » des *Actes des Apôtres* et ceux du *Vieil Testament*. Il y a des stipulations au sujet du temps, du prix d'entrée – défense de « choses prophannes lascives ou ridicules », l'obligation de payer la somme de dix mille livres aux pauvres.... Mais les confrères pourront bien jouer.

Montons un instant à Amiens, où, vers la même date, en 1541, le 29 octobre, « il fut enjoint au même maître de farces et à sa troupe d'avoir à achever l'histoire de l'Anchien Testament avant le premier janvier »²³ – il s'agit donc encore une fois non pas d'une représentation, mais bien de terminer une représentation – sans doute sérieuse. Le même jour, on décide que d'autres farceurs peuvent jouer *l'histoire de l'Apocalypse*, mais pas à la chandelle, pas pendant le service divin, et ils ne peuvent pas percevoir plus de 2 deniers l'entrée²⁴. Et toujours en 1542, le 9 février, il y a une requête de « Philibert de Watrelot et autrez ses compaignon joueurs de farces, pretendans par icelle jouer en ceste ville les Actes des Apotres » ; il fut décidé qu'avant d'accorder l'autorisation « ledict joeu sera veu »²⁵. Le 2 mars, on donne la permission de représenter les *Actes des Apôtres* à la Pentecôte ; en outre, ils sont autorisés à jouer le jour de la mi-Carême la farce dont ils avaient fait connaître le sujet dans leur demande²⁶. Tout cela est hautement intéressant à cause de la publication du *Mystère des Actes des Apôtres* à Paris, par les frères des Angeliers, et de la représentation parisienne de ces pièces en 1541 – et le rapport possible entre cette représentation et les cartons des *Actes des Apôtres* pour le Palais de Fontainebleau, toujours de 1541. Cette affaire amiénoise est autrement intéressante au sens où elle paraît bien montrer à quel point le contrôle du théâtre est une question locale, municipale si l'on veut.

En 1548 donc, aurait été formulé l'arrêt du Parlement qui signifie la « fin des mystères », mais en fait, il ne s'agit que d'un arrêt stipulant que désormais, les mystères devront avoir un sujet profane, non biblique et non hagiographique. Puisque peu de textes de tels mystères n'ont survécu, bien des savants ont gratuitement assumé qu'il s'agit là d'un coup de grâce donné à la tradition des mystères, mais ce n'est nullement le cas. En 1557, par exemple, les Confrères

²¹ V. Dominguez, *La scène et la croix. Le jeu de l'acteur dans les Passions dramatiques françaises (XIV^e-XVI^e siècles)*, Turnhout, Brepols, 2007, p. 28.

²² Les deux sont édités par U. Floris, *op. cit.*, p. 157-165.

²³ Amiens AM BB 24 fol. 112 – pour les transcriptions d'Amiens, nous suivons A. Ledieu, « Vieilles coutumes amiénoises disparues », *Revue de l'Est et du Nord* 1909, p. 215-254.

²⁴ *Ibid.*, fol. 112^v.

²⁵ *Ibid.*, fol. 155.

²⁶ *Ibid.*, fol. 160^v.

joueront *Huon de Bordeaux*, donc une mise en scène d'une chanson de geste²⁷, comme on pourra lire dans un document du 14 décembre 1557 :

Sur la requeste présentée à la cour par les maistres doyen et confreres de la Passion et Résurrection de nostre Sauveur et Rédempteur Jésus-Christ, fondée en l'église de la Trinité, rue saint-Denis, par laquelle, attendu que cy-devant ils auroient présenté resqueste à ladicte cour, par laquelle ils requéroient, attendu leurs privileges et arrest de ladicte cour approbatifs d'iceux, il leur fust permis de jouer le jeu, jà par eulx commence, qui est de Huon de Bordeaux, qui leur auroit esté différé par ladicte cour jusques à la fête de Noël prochaine, et pource qu'après lesdicts supplians sont poursuivis de payer plusieurs deniers tant pour les fortifications qu'emprunts, assavoir pour lesdicts emprunts la somme de soixante livres et vingt livres tournois pour les fortifications, lesquelles ils ne pourroient payer sans la promission du parachèvement dudict jeu, au moyen des grands frais qu'il a jà convenu faire, ils requièrent, attendu ce que dessus, permission de jouer lesdicts jeux par eulx jà commences après le jour et feste de Noël prochain, à tout le moins par provision et pendant la decision de l'appel par eulx interjetté des defenses à eulx faicttes de ne jouer lesdicts jeux;

Veu par la court ladicte requeste et aultres pieces attachées à icelle, le consentement du procureur general du roy et tout considéré;

Ladicte cour ayant aulcunement égard à la dicte requeste et consentement du procureur general du roy, a par manière de provision et pendant l'appel interjetté par les dicts supplians, permis à iceulx supplians, parachever le jeu cy devant commence hormis les heures durant les quelles se célèbre le divin service par les églises et paroisses de cette ville et le lendemain de la feste de la Nativité nostre Seigneur, et sans scandalle²⁸.

Huon de Bordeaux ? Une chanson de geste peut-elle donc fournir un sujet de mystère ? Normalement, on associe les mystères au théâtre religieux et non aux sujets chevaleresques – et pourtant une telle tradition a dû exister. En fait, vers la même époque, on joue aussi une pièce autour du roi Mabrian : il s'agit sans doute d'une adaptation de *Mabrien*, long roman en prose issu de la tradition de *Renaut de Montauban*²⁹. Que l'on nous permette un petit excursus : selon le *Registre La Grange*, la troupe de Molière aurait joué à trois reprises un *Huon de Bordeaux*. Il y a pis : le duc de Sussex fait jouer *Huon of Burdeux* à plusieurs reprises entre 1593 et 1594 – il fut propriétaire du théâtre *The Rose*. Une telle continuité de la chanson de

²⁷ Pour plus de détails sur les rapports entre la chanson de geste et les mystères, voir mon article « Turning a Chanson de Geste into a Mystery, or Non-Religious and Chivalric Mystery Plays », P. Happé et W. Hüsken (dir.), *Les Mystères. Studies in Genre, Text and Theatricality*, Amsterdam-New York, Rodopi, 2012, p. 219-246.

²⁸ « Les confrères de la Passion, d'après les registres manuscrits du Parlement de Paris », *Revue rétrospective, ou Bibliothèque historique contenant des Mémoires et documents authentiques, inédits et originaux*, t. XII, 1834, p. 336-361.

²⁹ Suite de *Renaut de Montauban*, éditée récemment par Philippe Verelst, *Mabrian. Roman de chevalerie en prose, édition de Paris*, Jacques Nyverd, 1530 (BNF, rés.Y2.75), Genève, Droz, 2010.

geste vers le théâtre prémoderne et élisabéthain a de quoi nous surprendre, et mériterait certes une étude plus approfondie car elle paraît bien avoir existé.

En 1596, un confrère de la Passion porte plainte, devant le lieutenant civil, à cause des jeux joués à la foire Saint-Germain ; celui-ci stipule que les comédiens forains peuvent jouer, mais uniquement à la foire, à condition de ne représenter que des sujets « licites et honnêtes » (on aura reconnu la terminologie), de payer deux écus aux administrateurs de l'Hôtel de Bourgogne (ce qui indique un certain monopole) et l'on y ajoute des défenses d'insolences à l'Hôtel de Bourgogne lorsqu'on y joue, comme de jeter des pierres, de la poudre ou autres choses³⁰.

Le Parlement de Bretagne, toutefois, ne portera défense « de non jouer misteres ne autres jeux » qu'en 1570 – et quatre ans plus tard, renouvelle l'interdiction pour une représentation prévue à Saint-Ouen-des-Alleux ; trois ans plus tard encore : renouvellement (aux habitants de Tallensac) et en 1578 encore (aux habitants de Saint-Thual et Saint-Thurial)³¹.

En 1556, à Rouen, un mystère de saint Job mène à un procès³², mais le Parlement permet aux acteurs d'« achever leur jeu ». En même temps, le mystère de la Passion, dont la représentation était en quelque sorte rendue obligatoire en 1543, a laissé des traces dans les arrêts du Parlement de Normandie jusqu'en 1650³³. La confrérie de Rouen, à cette date, ne jouait plus elle-même, mais elle y employait « de pauvres gens gaigés », dut constater le Parlement³⁴. Les démêlés qui ont apparemment opposé le pouvoir royal, le pouvoir municipal, la Confrérie de la Passion et le Parlement de Normandie, surtout entre 1597 et 1650, devront un jour faire l'objet d'une sérieuse étude, car les indications assez sommaires que fournit Gosselin suggèrent une matière suffisamment riche.

Le Parlement de Bordeaux, quant à lui, attendra jusqu'en 1556 avant d'interdire des pièces qui concernent « la foi chrétienne, la vénération des saints et les saintes institutions de l'Eglise »³⁵, mais suit-il en cela l'arrêt parisien (comme semble le croire Claude Longeon) ou interdit-il simplement des pièces controversielles (en s'inscrivant dans une longue tradition commençant au début du XV^e siècle, bien avant la Réforme) ?

Toutefois, le synode de Figeac, et là il s'agit d'une offensive de la Réforme, interdit que « les livres de la Bible, soit canoniques ou apocryphes, ne seront employés en comédies et tragédies pour aucune représentation des histoires tragiques ou autres choses qu'ils contiennent ». Cette régulation est d'autant plus comique – si l'on ose dire – qu'à Lille, en 1585, on interdit les jeux bibliques

³⁰ E. Rigal, *Hôtel de Bourgogne et de Marais. Esquisse d'une histoire des théâtres de Paris de 1548 à 1635*, Paris, Dupret, 1887, p. 24.

³¹ M. Rousse, « Noël du Fail et le théâtre : de l'art de voir à l'art d'écrire », C. Magnien-Simonin (dir.), *Noël du Fail, écrivain. Actes et articles*, Paris, Vrin, 1991, p. 127-143, p. 131.

³² M. Rousse, « Une représentation théâtrale à Rouen en 1556 », *European Medieval Drama*, 7, 2003, p. 87-116.

³³ E. Gosselin, *Recherches sur les origines du théâtre à Rouen avant Pierre Corneille*, Rouen, Cagniard, 1868, p. 39.

³⁴ *Ibid.*, p. 40.

³⁵ Cl. Longeon, *Une province française à la Renaissance. La vie intellectuelle en Forez au XVI^e siècle*, op. cit., p. 189 d'après R. Lebègue, *La tragédie religieuse en France*, Paris, Champion, 1929, p. 59.

justement puisque de telles représentations peuvent amener à lire et interpréter la Bible³⁶. De la manière, il y a une opposition des plus intéressantes entre le refus de l'idolâtrie et l'idée de la *Sola Scriptura*.

N'oublions pas que, en 1593 encore, Valeran-le-Conte, celui-là même qui allait occuper avec sa troupe une position importante à l'Hôtel de Bourgogne vers la fin du XVI^e siècle – demanda à Francfort la permission de jouer des comédies et tragédies bibliques, en français, avant de se vanter, dans sa demande de renouvellement de savoir également jouer du Jodelle³⁷.

Non, le Parlement de Paris n'a pas définitivement interdit les mystères, pas même les mystères religieux. Les tentatives des savants de «sauver» la date fatidique, en faisant valoir que la tradition n'aurait continué qu'«en province» ou que, à partir de là, on ne créa pas de nouveaux textes sont à prendre pour ce qu'elles sont. À quel point on a pu continuer à jouer – et créer – des pièces religieuses en France et ailleurs (mais en français) après 1548 n'entre pas dans le cadre de cet article. Ce qui est pourtant essentiel, c'est bien de procéder à une nouvelle étude des documents et notamment à un relevé complet des arrêts concernant les «jeux à sujet biblique» des Parlements «de province» et d'essayer de les relier à des décisions d'autres juridictions (royales, municipales, ecclésiastiques). À côté de cela, il serait important de procéder à une étude morphologique de tels arrêts : d'où vient la requête et pourquoi ? Quelle est la base juridique de l'arrêt ? Il ne serait pas dépourvu d'intérêt non plus de se poser de sérieuses questions à propos du fait que la plupart des requêtes concernent non pas une demande de pouvoir jouer, mais bien une demande de pouvoir terminer une représentation bel et bien entamée. En somme : il faudrait savoir qui légifère sur quoi, à la demande de qui, et quelle en a bien pu être la portée ?

Jelle Koopmans
Université d'Amsterdam – NWO

³⁶ K. Lavéant, «Le théâtre et la Réforme dans les villes francophones des Pays-Bas», M. Bouhaïk-Gironès, J. Koopmans, K. Lavéant, *Le théâtre polémique français, 1450-1550*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 161-177, p. 163

³⁷ J. Fransen, «Document inédits sur l'Hôtel de Bourgogne», *Revue d'histoire littéraire de la France*, 34, 1927, p. 321-355.